

Arrêté temporaire n°2024CJT165530A1

Enregistré sous le numéro 2024CJT165530 de la Métropole de Lyon

Enregistré sous le numéro 24T334 de la Commune de Vaux-en-Velin

Objet : Réglementation de la circulation et du stationnement portant sur Boulevard des Droits de l'Homme, Rue Marius Grosso (Vaux en Velin)

**Le Président de la Métropole de Lyon
Le Maire de la Commune de Vaux-en-Velin**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,

- Les articles L.2213-2-2, L.2213-2-3, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire,

- Les articles L.2213-1, L.2213-1-1, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-4, L.2213-5 et L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole;

VU le Code de la Route;

VU le Code de la Voirie Routière;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5;

VU le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière;

VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération Lyonnaise approuvé en Comité Syndical du Syndicat mixte des Transports pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise le 8 décembre 2017;

VU l'accord technique favorable de la métropole de Lyon, LYvia n° 202402250;

VU l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

VU l'avis de la Métropole pour ce qui concerne les dispositions en matière de stationnement;

VU la demande du 29-05-2024 de la société LEGROS TP

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules.

Considérant que la partie de la voie concernée est située en agglomération.

ARRÊTENT

Article 1 - Autorisation d'occuper le domaine public

Du 10-06-2024 au 12-07-2024, la société LEGROS TP est autorisée à occuper le domaine public pour le motif suivant :
Déplacement ou dévoiement de canalisation eau potable.

Article 2 - Circulation interdite

Du 10-06-2024 au 21-06-2024, **rue Marius Grosso, entre l'avenue Franklin Roosevelt et le boulevard des Droits de l'Homme**, la circulation est interdite à tous les véhicules **en sens est-ouest, sauf riverains de la section concernée.**

Article 3 - Circulation interdite

Du 10-06-2024 au 12-07-2024, **boulevard des Droits de l'Homme, sur la chaussée dédiée à la circulation sud-nord, entre la rue Marius Grosso et l'avenue Garibaldi**, la circulation est interdite à tous les véhicules **La circulation est reportée sur la chaussée habituellement réservée au sens nord-sud et la circulation en sens nord-sud est reportée sur la chaussée habituellement réservée aux bus..**

Article 4 - Voie de circulation supprimée

Du 10-06-2024 au 12-07-2024, sous réserve de la levée des dispositions de l'article 3 du présent arrêté, **boulevard des Droits de l'Homme, sur la chaussée réservée au sens sud-nord, sur environ 100 mètres au nord de la rue Marius Grosso**, la circulation est **interdite sur la voie de droite de la chaussée réservée au sens sud-nord.**

La zone de chantier est signalée en amont par panneau AK3 et/ou AK5 ; frontalement par barrière K2 ou K8 et/ou panneau B21a1 ou B21a2 ; et longitudinalement par séparateur K5 ou K16.

Article 5 - Suppression de voie verte

Du 10-06-2024 au 12-07-2024, boulevard des Droits de l'Homme, sur environ 100 mètres au nord de la rue Marius Grosso, sous réserve de la levée des dispositions de l'article 3 du présent arrêté, la circulation est interdite sur la voie verte. La circulation des cycles et des piétons est déviée sur la chaussée réservée aux bus.

Article 6 - Suppression de trottoir

Du 10-06-2024 au 12-07-2024, boulevard des Droits de l'Homme, à l'angle sud-ouest du carrefour avec la rue Marius Grosso, le trottoir est interdit d'accès.

L'interdiction sera signalée **au droit du premier passage piéton en amont du chantier**, dans les deux sens de la marche, et les piétons déviés sur le trottoir d'en face.

Article 7 - Stationnement interdit

Du 10-06-2024 à 07:00 au 12-07-2024 à 17:00, boulevard des Droits de l'Homme, sur environ 100 mètres au nord de la Rue Marius Grosso, le stationnement est interdit gênant.

Article 8 - Signalisation relative au stationnement

Au moins 48h00 avant le début de l'intervention, le pétitionnaire devra mettre en place les panneaux d'interdiction de stationnement et prévenir la police municipale au numéro suivant : 04 72 04 80 96 afin de faire constater les panneaux. La signalisation comprendra au moins : un panneau B6a1 ou B6d et un panneau M6a.

L'affichage du présent arrêté sur le lieu des travaux est recommandé. **En aucun cas l'affichage du présent arrêté ne doit être posé sur les panneaux de signalisation de police et en masquer la visibilité.**

Article 9 - Propreté de l'espace public pour les voies métropole

Lors de l'achèvement des travaux, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

En cas de dégradation de la chaussée, les trous et tranchés seront traités par un enrobé à froid. Le maître d'ouvrage doit prévenir la Métropole par déclaration LYvia afin de prévoir la réfection définitive.

Les déblais et les matériaux entreposés pour les besoins du chantier seront évacués en fin de ce dernier.

Article 10 - Délais des travaux

Si les travaux ne sont pas terminés dans les délais prévus à l'article premier, l'entreprise devra obligatoirement solliciter un nouvel arrêté.

Article 11 - Maintien des cheminements

Les cheminements des modes actifs (accès PMR, piéton, vélo etc.), l'accès des riverains et le passage des véhicules de secours sont maintenus en permanence et protégés par des barrières sur le trottoir au droit du chantier.

A défaut la circulation piétonne est renvoyée sur le trottoir opposé signalée. La circulation cyclable peut être renvoyée sur les voies de circulation de véhicules et signalée.

Article 12 - Maintien de la collecte des ordures ménagères

L'entreprise est tenue de veiller à maintenir l'accessibilité des véhicules chargés du service d'enlèvement des ordures ménagères. **Si ce maintien est impossible, l'entreprise doit avancer les bacs en bout de rue ou sur un emplacement de collecte convenu avec la Métropole de Lyon.**

Article 13 - Ampliation

Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- commune de Vaulx-en-Velin
- l'agence des mobilités
- La Direction de la Prévention Sûreté Sécurité Urbaine de la Mairie de Vaulx-en-Velin
- La Direction Départementale de la Sécurité Publique
- La police municipale de la Mairie de Vaulx-en-Velin
- La société Keolis
- la société LEGROS TP
- La subdivision Collecte Est de la Métropole de Lyon
- La subdivision Nettoyement Nord-Est de la Métropole de Lyon
- Le journal Le Progrès
- Le service départemental et métropolitain d'incendie et de secours
- Monsieur le responsable de la Subdivision de Voirie secteur Est

Article 14 - Recours

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Général(e) des services de la Commune de Vaulx-en-Velin, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire de la Commune de Vaulx-en-Velin peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

À Lyon, le 05/06/2024

À Vaulx-en-Velin, le

Pour le Président,

Fabien Bagnon,
vice-président délégué à la
voirie et mobilités actives

